

CONTEXTE ET METHODOLOGIE

Des violences intercommunautaires ont éclaté en décembre 2013 et provoqué le déplacement interne et transfrontalier de personnes. La République Centrafricaine continue de faire face à des niveaux élevés d'insécurité et de conflits violents entre différents groupes armés dans la majeure partie du pays, provoquant des déplacements nouveaux et prolongés.

En réponse à la crise, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) déploie sa matrice de suivi des déplacements (DTM) depuis décembre 2013 pour collecter des informations capitales aidant à informer les acteurs humanitaires sur les conditions de vie des personnes vulnérables affectées par les conflits. Les données sont collectées auprès d'informateurs clés (par exemple autorités locales, chefs de communautés, représentants de déplacés, gestionnaires de sites officiels), et analysées pour dégager les informations essentielles.

La situation sécuritaire instable et imprévisible qui prévaut dans le pays limite la couverture géographique du projet, du fait des restrictions d'accès et risques encourus par les équipes sur le terrain.

Ce Dashboard présente les informations collectées du **21 Septembre** au **10 Octobre 2018** dans 9 Préfectures que sont Bamingui-Bangoran, Bangui, Basse-Kotto, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Ouaka, et Ouham Pendé.

RESUME
Couverture

- 9** Préfectures
- 31** Sous-préfectures
- 1050** Villages
- 38** Sites officiels

Déplacement

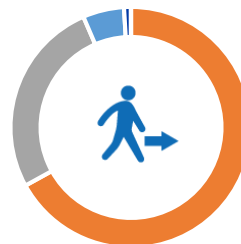
- 547,814** PDI
- 309,826** Retournés (Anciens PDI)
- 107,724** Retournés d'autre pays

Démographie

- 49%** Homme / **51%** Femmes
- 65%** Mineurs, dont **48%** < 5 ans
- Taille moyenne des ménages: **7**
- Abris**
- Familles d'accueil: **63%** de ménages
- Location: **13%** de ménages
- Sites/abris collectifs: **24%** de ménages

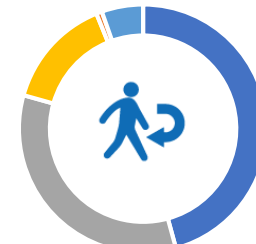
RAISONS DE DEPLACEMENT ET RETOUR

Personnes Déplacées Internes



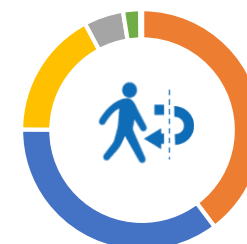
Raison de déplacement	Individus
Attaque sur la localité d'origine	366 304
Conflits intercommunautaires	145 111
Conflit armés sur localités voisines	30 260
Autres	5 032
Catastrophes naturelles	77
Total	547 814

Retournés de RCA



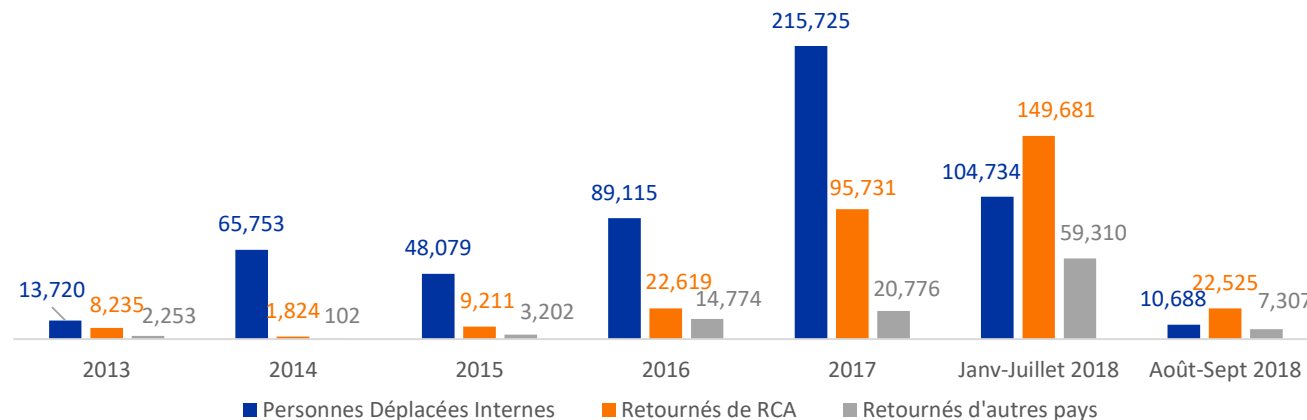
Raison de retour	Individus
Meilleure sécurité	141 681
Raisons économiques	104 151
Raisons familiales	44 983
Discrimination/persécution	16 701
Autre	2 302
Total	309 826

Retournés d'autres pays

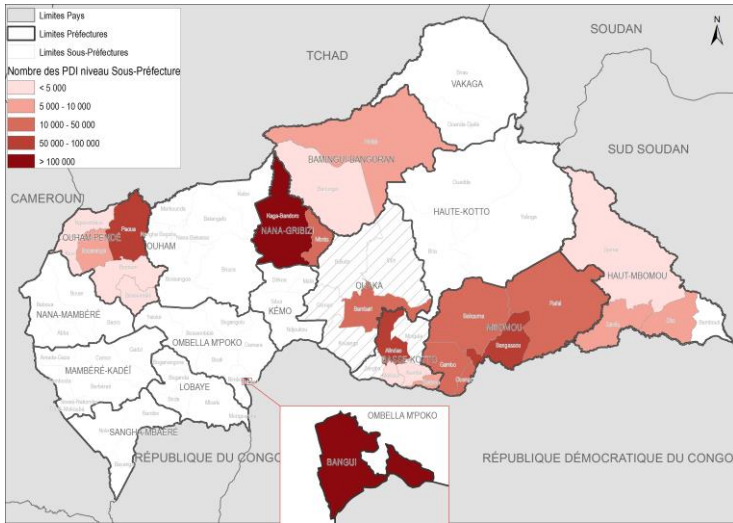


Raison de retour	Individus
Raisons économiques	42 834
Meilleure sécurité	38 075
Raisons familiales	18 419
Discrimination/persécution	5 692
Autre	2 458
Expulsion	268
Total	107 746

Nombre de PDI et de retournés(anciens PDI) par année de déplacement ou de retour



PERSONNES DEPLACEES INTERNES



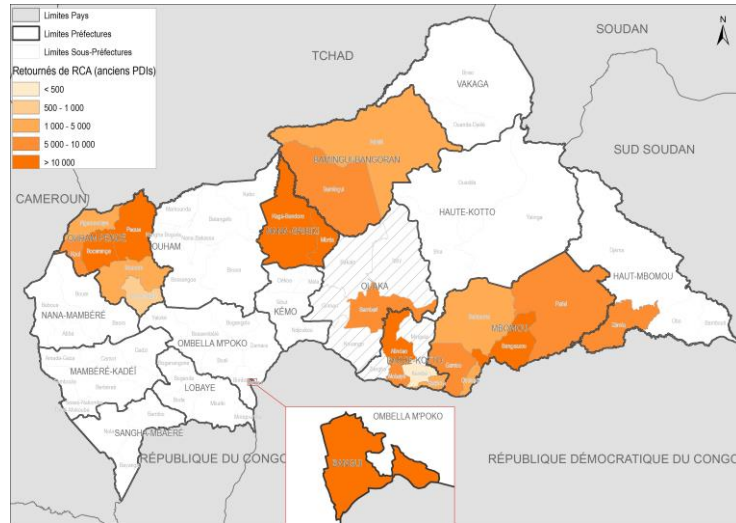
Un total de **547 814 personnes déplacées internes (PDI)**, soit 114 188 ménages, a été identifié. Les PDI ont été identifiées dans 1 050 localités au sein des neuf Préfectures visées par ce round de la DTM.

Les PDI représentent 57% de la population mobile identifiée pour ce round. 91% des déplacements ont été effectués au sein-même des sous-préfectures.

39% de PDI sont en situation de déplacement depuis 2017, contre 19% entre Janvier et Juin 2018. La Nana-Gribizi, Basse-Kotto, et Mbomou accueillent la majorité des PDI dont la période de déplacement s'inscrit dans cet intervalle. 3% des PDI sont déplacés en 2013, 12% en 2014, 9% en 2015, 16% en 2016 et enfin 2% entre Août et Septembre 2018.

67% des mouvements de PDI, soit 367 334 individus, ont pour cause les conflits armés, tandis que 6% sont des mouvements préventifs. 26% des flux (145 111 individus) sont dû aux tensions intercommunautaires, et moins d'1% ont été induits par des raisons non spécifiées (5 032 individus) ou des aléas climatiques (77 individus).

RETOURNES DE RCA (ANCIENNES PDI)



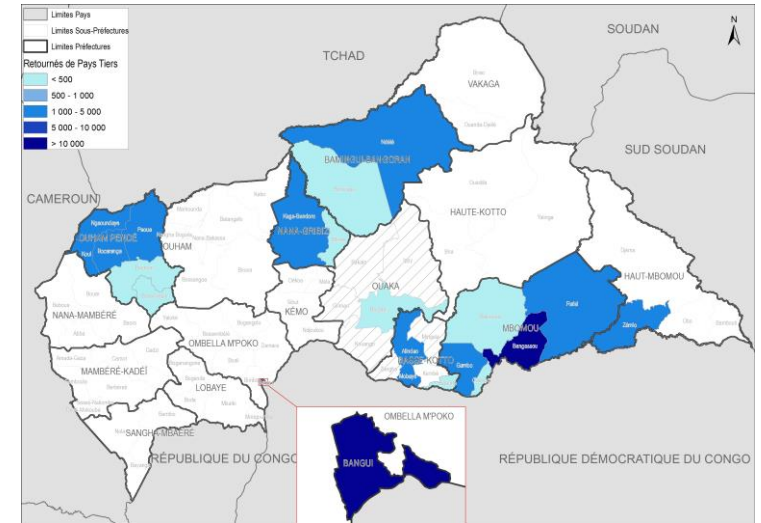
Un total de **309 826 retournés (anciennes PDI)**, soit 62 745 ménages, a été identifié au sein des 29 sur 31 sous-préfectures et 79% des localités couvertes pour ce round de collecte de données de la DTM.

La majorité des retours vers les zones d'origine est dû à l'amélioration de la sécurité dans la zone d'origine (141 681 individus, 46%), suivie des motivations familiales (44 983 individus, 15%) et économiques (104 151 individus, 34%), et de la persécution subie dans le lieu de déplacement (16 701 individus, 5%). 2 302 individus (1%) sont rentrés dans leur zone d'origine pour des raisons non spécifiées.

Sur la période de juillet à septembre 2018, le flux retour se justifie à 75% par des besoins familiaux (45%) et économiques (27%) plutôt que les raisons sécuritaires (23%). 48% de l'ensemble des cas de retour motivés par des actes de persécutions en zone de déplacement ont eu lieu entre janvier et septembre 2018.

Plus de 43% des localités de retour (Basse-Kotto exclu) possèdent des comités d'autodéfense, et près de 64% ont des comités de femmes pour soutenir l'action de développement local.

RETOURNES D'AUTRE PAYS



Un total de **107 724 retournés de l'étranger**, soit 22 610 ménages, a été identifié dans 9 préfectures couvertes par cette collecte de données.

Depuis le dernier round, les flux retours sont plus en provenance du Cameroun et de la RDC. Le Nord-Ouest du pays (Ouham-Pendé) compte 18% de ce flux, tandis que la capitale accueillerait 16%, contre 53% dans le Sud-Est (Mbomou).

Le Tchad (18%), la RDC (61%) et le Cameroun (20%) sont les principaux pays de provenance. 55% des retours actuels sont entre Janvier et Juillet, contre 7% de Juillet à Septembre 2018.

RD Congo

65,061 individus (61%)
Cameroun

21,520 individus (20%)
Tchad

18,662 individus (18%)